

Les biens

1. **L'opposition droits patrimoniaux/droits extrapatrimoniaux est totale.**
 - a. vrai
 - b. faux
2. **Il existe, au sein de la Cour de cassation, une chambre qui traite :**
 - a. exclusivement du droit des biens
 - b. principalement du droit des biens
3. **Toutes les choses sont des biens et tous les biens sont des choses.**
 - a. vrai
 - b. faux
4. **Le droit des biens n'est qu'un élément du droit patrimonial.**
 - a. vrai
 - b. faux
5. **Un chien trouvé errant est :**
 - a. une *res nullius*
 - b. une *res derelictae*
 - c. une épave terrestre
 - d. une épave maritime
6. **Le trésor que Sylvain découvre dans le fonds de Sylvette appartient :**
 - a. à Sylvain
 - b. à Sylvette
 - c. pour moitié à Sylvain et pour l'autre moitié à Sylvette

- 7. L'affaire dite du trésor de la rue Mouffetard :**
- a. concerne des biens mobiliers corporels
 - b. ne concerne pas un trésor
 - c. concerne un trésor
- 8. La clientèle civile d'une personne exerçant une profession libérale :**
- a. peut être cédée sans condition
 - b. peut être cédée à la seule condition que soit sauvegardée la liberté de choix du patient
 - c. peut être cédée en même temps que le fonds libéral et à la condition que soit sauvegardée la liberté de choix du patient
 - d. ne peut être cédée ; toutefois, les tribunaux tolèrent qu'une personne exerçant une profession libérale puisse présenter son successeur à ses clients et s'engager à ne pas lui faire concurrence contre rémunération
 - e. ne peut jamais être cédée car elle est hors commerce, elle ne peut faire l'objet d'une convention
- 9. L'arrêt du 29 mars 1995 relatif à l'affaire des souvenirs de la famille d'Orléans rappelle que les souvenirs de famille sont :**
- a. indisponibles sauf au profit de membres de la famille
 - b. soumis à un régime particulier du point de vue de leur dévolution successorale
- 10. Parmi les propositions suivantes, quelle(s) est (sont) celle(s) qui est (sont) exacte(s) ?**
- a. les biens « dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt culturel » sont des monuments historiques si leur propriétaire consent à leur classement
 - b. seuls les immeubles peuvent être classés monuments historiques
 - c. les biens classés monuments historiques ne peuvent être aliénés, détruits ou réparés

- d. les biens classés monuments historiques ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation de l'administration
- e. les biens classés monuments historiques ne peuvent être détruits qu'avec l'autorisation de l'administration
- f. les biens classés monuments historiques ne peuvent être réparés qu'avec l'autorisation de l'administration

11. Sont susceptibles d'appropriation privée :

- a. les lacs d'eau douce
- b. les eaux de pluie
- c. les cours d'eaux domaniaux
- d. les cours d'eaux non domaniaux
- e. les sources

12. Le tableau « La femme en jaune » de Modigliani est :

- a. une chose fongible
- b. une chose de genre
- c. un corps certain

13. En cas de destruction accidentelle d'une chose, le tiers responsable du dommage est toujours tenu de payer la valeur de remplacement de la chose.

- a. vrai
- b. faux

14. Une chose consommable peut faire l'objet d'un contrat de commodat.

- a. vrai
- b. faux

15. Les droits de propriété intellectuelle sont :

- a. des biens corporels
- b. des biens incorporels

16. Le Code civil énonce une présomption permettant de reconnaître l'auteur d'une œuvre : « La qualité d'auteur appartient, sauf preuve contraire, à celui ou à ceux sous le nom de qui l'œuvre est divulguée. »
- a. vrai b. faux
17. La propriété incorporelle d'une œuvre littéraire ou artistique est distincte et indépendante de la propriété de l'objet matériel.
- a. vrai b. faux
18. L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique qui a cédé celle-ci à un tiers investi du droit de l'éditer ou de la reproduire dispose d'un droit de repentir et de retrait qui l'autorise à :
- a. retirer l'œuvre du public
 b. interdire l'exploitation de l'œuvre
 c. détruire l'objet matériel support de l'œuvre qu'il a créée
 d. modifier l'objet matériel support de l'œuvre qu'il a créée
 e. effacer sa signature de l'objet matériel support de l'œuvre qu'il a créée
19. L'auteur d'une œuvre littéraire et artistique a sur celle-ci des droits pécuniaires et un droit moral. Le droit moral est :
- a. imprescriptible
 b. inaliénable
 c. perpétuel
 d. héréditaire
20. La Cour de cassation a affirmé que le droit de divulgation post mortem doit « s'exercer au service de l'œuvre ». Que signifie cette expression ?
- a. les héritiers ont l'obligation de divulguer l'œuvre
 b. les héritiers ont l'obligation de mettre l'œuvre en valeur
 c. les héritiers ont l'obligation de tenir compte de la personnalité de l'auteur

21. **Monsieur Dubois fait pousser des carottes dans son potager. Écologiste convaincu, il n'utilise que des produits naturels (fumier de cheval, savon noir pour détruire les pucerons...) et rejette tout produit chimique (engrais, insecticide...). Les carottes de Monsieur Dubois sont :**
- a. des fruits naturels
 - b. des fruits industriels
 - c. des fruits civils
 - d. des produits
22. **Quels sont parmi les termes suivants ceux qui sont des synonymes ?**
- a. biens
 - b. fonds
 - c. héritage
 - d. immeuble
 - e. meuble
23. **Le droit immobilier est aujourd'hui :**
- a. un droit urbain
 - b. un droit des immeubles bâtis
24. **Un bien meuble peut devenir immeuble mais un immeuble ne peut devenir meuble.**
- a. vrai
 - b. faux
25. **La vente d'une coupe d'arbres non abattus :**
- a. est une vente immobilière puisque l'article 521 du Code civil édicte que « les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus »
 - b. est une vente mobilière car les arbres vont être considérés comme des meubles par anticipation

26. Parmi les propositions suivantes, quelle(s) est (sont) celle(s) qui est (sont) exacte(s) ?

- a. une action en justice est toujours un immeuble
- b. une action en justice est toujours un meuble
- c. une action en justice peut être un immeuble
- d. une action en justice peut être un meuble
- e. une action en justice n'est ni un meuble ni un immeuble

27. Les animaux d'un même cheptel :

- a. peuvent avoir une qualité différente : certains seront des meubles par nature et d'autres des immeubles par destination
- b. ont tous la même qualité : ce sont tous des meubles par nature ou des immeubles par destination

28. Parmi les propositions suivantes, quelle(s) est (sont) celle(s) qui est (sont) exacte(s) ?

- a. les litiges relatifs aux immeubles et aux meubles relèvent de la compétence du tribunal du domicile du défendeur
- b. les litiges relatifs aux immeubles et aux meubles relèvent de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils se trouvent
- c. les litiges relatifs aux immeubles relèvent de la compétence du tribunal du domicile du défendeur et ceux relatifs aux meubles relèvent de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils se trouvent
- d. les litiges relatifs aux immeubles relèvent de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils se trouvent et ceux relatifs aux meubles relèvent de la compétence du tribunal du domicile du défendeur

29. Les rentes :

- a. constituent une catégorie particulière de prêt
- b. sont toujours viagères
- c. sont des immeubles
- d. sont des meubles

30. La distinction droit réel/droit personnel est l'œuvre de Planiol et de Saleilles.

- a. vrai
- b. faux

31. Parmi les droits énumérés ci-dessous, lequel est un droit réel accessoire ?

- a. le droit de propriété
- b. le droit d'usufruit
- c. le droit de servitude
- d. le droit d'emphytéose
- e. le droit d'hypothèque

32. La volonté privée peut-elle créer d'autres droits réels que ceux qui sont prévus par la loi ?

- a. la doctrine répond unanimement par l'affirmative
- b. la doctrine répond unanimement par la négative
- c. la doctrine est partagée sur cette question
- d. la Cour de cassation admet la création de nouveaux droits réels
- e. la Cour de cassation n'admet pas la création de nouveaux droits réels

Le patrimoine

33. Le mot patrimoine vient du latin *parere, partum* qui signifie « mettre au monde ».
- a. vrai b. faux
34. Le Code du patrimoine, adopté par une ordonnance du 20 février 2004, regroupe l'ensemble des droits patrimoniaux dont sont titulaires les individus.
- a. vrai b. faux
35. Quels sont les juristes français à l'origine de la théorie classique du patrimoine ?
- a. Ripert et Roblot
 b. Marty et Raynaud
 c. Savigny et Ihering
 d. Bigot et de Prémeneu
 e. Aubry et Rau
36. Parmi les propositions suivantes, quelle(s) est (sont) celle(s) qui est (sont) exacte(s) ?
- a. le patrimoine d'une personne n'est composé que d'éléments ayant une valeur économique
 b. le patrimoine est composé du montant de la fortune d'une personne à un moment donné
37. Une personne ne peut, de son vivant, céder son patrimoine.
- a. vrai b. faux